

Thibaut Rioufreyt, *Les socialistes français face à la Troisième voie britannique*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2016, 223 p.

Gérard Grunberg



Le livre de Thibaut Rioufreyt présente un double intérêt : d'abord de nous rappeler d'un point de vue historique la manière dont la Troisième voie blairiste a été reçue par le socialisme français, le second de donner une interprétation de la manière dont a évolué cette réception, interprétation qui mérite discussion.

Le rappel historique est juste et l'analyse bien menée. Ce rappel est suffisamment détaillé pour nous donner les éléments nécessaires pour comprendre le déroulement de cette histoire qui comprend plusieurs phases bien distinctes mais dont la plus intéressante couvre la période allant de 1997 – arrivée au pouvoir de Blair et de Jospin – à 1999 – échec de la tentative blairiste dans le mouvement socialiste international. Regrettons seulement que le projet blairiste n'ait pas été plus détaillé dans sa présentation et dans ses différentes dimensions. Une analyse du *Fabian Pamphlet* de 1998 de Tony Blair intitulé *The Third Way, New Politics for the New Century*, aurait été utile. L'auteur aurait pu insister par ailleurs sur l'importance du congrès extraordinaire du parti français de 1991, congrès qui a réaffirmé un rapport critique avec le capitalisme alors que le projet initial de Pierre Mauroy était de faire de ce congrès un équivalent de celui de Bad Godesberg. La tentation de la révision doctrinale dans le socialisme français a ainsi été antérieure à l'invention de la Troisième voie, de même que son échec. Le parti socialiste était donc idéologiquement et doctrinalement un parti anticapitaliste – on ne disait pas encore anti-libéral – au milieu des années 1990. La prise du pouvoir par Henri Emmanuelli au congrès de Liévin en novembre 1994 a confirmé le virage à gauche de l'organisation. La prise du pouvoir dans le parti par Jospin après sa candidature présidentielle de 1995 ne pouvait annuler cette évolution antérieure.

Dans la seconde partie, intitulée « L'étrange rapport des socialistes au néo-travaillisme », l'auteur entend expliquer le rapport ambigu du parti socialiste au blairisme par trois types de raisons : la diversité idéologique du parti, l'écart entre l'idéologie et la pratique gouvernementale et enfin les logiques internes et externes de position et de pouvoir, raisons qui interdisent au parti d'avoir une position claire à

l'égard du néo-travaillisme.

Pour ce qui est de la diversité idéologique, l'auteur distingue au sein du parti socialiste la gauche social-libérale, la gauche néo-social-démocrate et la gauche social-républicaine. Pour ce qui est de la première, l'auteur ne distingue pas suffisamment les deux périodes 1997-1999 et la période récente, depuis 2008. Au cours de la première période, il n'a pas existé, me semble-t-il, au sein du parti socialiste de véritable gauche social-libérale, ou alors elle était très marginale et ne pesait pas dans les rapports de force internes. La contre-offensive du PS en 1999 contre la Troisième voie n'a pas été combattue au sein du parti par une quelconque aile social-libérale. Ce n'est que vers 2008, après que le PS a adopté une nouvelle déclaration de principes, marquant son adhésion claire à l'économie de marché, que le social-libéralisme a commencé à se développer dans le parti, et encore, très timidement du fait du coup d'arrêt donné par la grande crise financière internationale. Il faudra attendre la primaire socialiste de 2011 pour qu'apparaisse, avec Manuel Valls, un courant pouvant s'apparenter au social-libéralisme, courant encore très minoritaire. Ainsi donc, d'une manière générale, jusqu'aux années 2010, ce n'est pas l'existence d'un courant social-libéral dans le parti qui a contribué à l'ambiguïté des positions du parti à l'égard de la Troisième voie. Quant à la gauche social-républicaine, qu'il vaudrait mieux appeler par son nom, le courant anticapitaliste, plus tard la gauche radicale, il est vrai qu'elle ne pouvait être que violemment anti-libérale.

Reste cette troisième composante idéologique du parti que l'auteur qualifie de néo-social-démocrate. Cette tendance, incarnée en effet par Jospin quand il était Premier ministre, était marquée, selon l'auteur, par une incohérence idéologique due à la volonté d'englober toutes les tendances du parti. Le fameux « oui à l'économie de marché et non à la société de marché » exprimait alors selon lui cette incohérence. Selon moi, au contraire, il exprimait exactement ce qu'était l'idéologie du socialisme français de gouvernement à ce moment de son évolution. Il pointait la double situation du parti, parti de gouvernement agissant dans une économie mondiale libérale mais n'entendant pas renier pour autant ce qui faisait sa spécificité historique : l'importance du rôle de l'État, la conviction que la politique devait être au commandement et que tout bien ou service ne pouvait pas être « marchandisé », notamment l'école et la santé. Cette vision ne peut être taxée d'incohérence que si l'on considère que seuls des systèmes totalement étatiques ou totalement libéraux sont cohérents. Par ailleurs, cette acceptation, certes tardive, de l'économie de marché par le socialisme français résultait moins de l'influence du blairisme que de l'évolution du PS lui-même depuis 1984 et de l'ensemble de la social-démocratie depuis longtemps. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le PS français accueillait positivement le néo-travaillisme dans un premier temps, y voyant l'une de variantes possibles de l'adaptation de la social-démocratie à la mondialisation de l'économie. Mais son refus de la Troisième voie exprima précisément le refus de la suprématie du marché et du triomphe du libéralisme, libéralisme que les socialistes, à peu près toute tendance confondue, ont rejeté comme étranger au socialisme français. Le rapport du PS au blairisme, au niveau idéologique, n'est donc pas ambigu, sauf à considérer que l'acceptation de l'économie de marché ne peut que déboucher sur la complète acceptation du libéralisme économique, ce qui est défendable mais devrait alors être précisé.

Le second niveau où perce l'ambiguïté du rapport au néo-travallisme serait celui « du décalage entre la doctrine et la pratique gouvernementale ». La doctrine du « oui à l'économie de marché et non à la société de marché » aurait été reniée par une action gouvernementale qui, si elle a été conforme au principe de l'économie de marché, a, en revanche, laissé se développer la société de marché. « Aucune politique publique, écrit l'auteur, n'a visé une démarchandisation de telle ou telle activité sociale ». Il ajoute : « le volontarisme et la primauté du politique sur l'économie se sont fracassés sur les affaires Michelin, Renault-Vilvorde, etc. ». Ces deux arguments sont étranges. Pour ce qui concerne la « société de marché », dans les économies contemporaines confrontées à la mondialisation, la tendance serait plutôt à la marchandisation des services rendus jusqu'ici par l'État qu'à la « démarchandisation » des activités privées. Or, le gouvernement Jospin n'a marchandisé ni l'école, ni la santé. Quant à Michelin et Renault, leurs activités rentrent dans le cadre de l'économie de marché et non de la société de marché ! En outre, on ne voit pas très bien ici l'influence directe du blairisme sur les politiques du gouvernement socialiste français. Les convergences que l'auteur croit déceler entre les politiques gouvernementales des deux gouvernements Jospin et Blair sont-elles dues à l'influence de la politique anglaise sur la politique française ou bien plutôt aux contraintes internationales qui ont poussé chaque gouvernement social-démocrate, chacun à sa manière, à s'inspirer des politiques libérales ? Rien dans les arguments de l'auteur ne laisse privilégier la première réponse. D'ailleurs, lorsque ce dernier affirme que les deux partis ont produit des diagnostics communs sur les enjeux et problèmes contemporains, de solides arguments pourraient être inscrits en faux contre cette thèse, notamment pour ce qui concerne la vision de la mondialisation.

Enfin le troisième champ d'analyse où se marque selon l'auteur l'ambivalence du rapport au néo-travallisme est ce qu'il nomme les logiques du champ politique. Il s'agit en réalité des rapports de force internes au parti socialiste et internes à la gauche en général. L'idée est juste, faute d'être originale. En admettant que Lionel Jospin ou François Hollande aient voulu – ce qui ne fut pas le cas – faire accepter à leur parti une révision doctrinale de la même ampleur que la révision britannique, ces rapports de force ne l'auraient sans doute pas permis. Arrivé là, l'auteur privilégie finalement à tel point cette troisième explication qu'il semble abandonner du coup les deux premières, estimant en effet que les explications par l'ambivalence ne sont pas les plus pertinentes puisque, de toutes manières, le PS ne pouvait faire autrement que de se soumettre aux contraintes politiques, internes et externes, qui pesaient sur lui. « Leur demander (aux socialistes) de s'affranchir de ces contraintes, écrit-il, c'est leur demander leur mort politique ». Le problème, que nous ne discuterons pas ici, est que nous avons des cas (par exemple ceux des partis communistes occidentaux) qui montrent que ne pas s'affranchir des contraintes peut aboutir au même résultat.

Au terme de ce long travail, l'auteur nous offre une conclusion courte et décevante. Une conclusion fautive surtout. Il écrit ainsi : « Les socialistes français sont bel et bien engagés dans la voie d'un social-libéralisme à la française. Mais les modalités par lesquelles s'opère cette transformation idéologique diffèrent radicalement de celles par lesquelles le néo-travallisme a pu voir le jour : non pas sous la forme d'un *aggiornamento*, d'une refondation doctrinale affichée publiquement à l'occasion d'un congrès mais sous la forme de l'adoption pratique de dispositifs d'action publique. »

Il est vrai que l'auteur a terminé son travail depuis deux ans et que l'histoire s'est accélérée depuis avec l'approche de l'élection présidentielle. Ce qui s'est passé depuis contredit son hypothèse. Sur le plan de la politique gouvernementale, le pouvoir socialiste n'a pu mener sur le plan économique la politique de l'offre – politique libérale s'il en fut – qu'il estimait nécessaire car cette politique a été rejetée par une minorité significative du PS. Il ne s'agissait pas là de toute façon d'imiter les politiques blairistes depuis longtemps reniées par le parti travailliste lui-même, sous la direction de Jeremy Corbyn. Non seulement la loi Travail a été réduite à sa plus simple expression mais l'aile gauche du PS au Parlement a tenté de renverser le gouvernement. Tandis que le Président a renoncé à se représenter à l'élection présidentielle, son Premier ministre a été battu à la primaire présidentielle par l'un des leaders de l'aile radicale du parti, et sur un programme aux antipodes du social-libéralisme. Plus encore, Manuel Valls lui-même n'a pas défendu fortement l'option libérale dans cette primaire. La période de l'après-présidentielle ne présage donc pas un retour en force des idées social-libérales au sein du PS. Enfin, Emmanuel Macron, ancien ministre de l'Économie de François Hollande et défenseur de l'économie de l'offre, qui est considéré comme le représentant principal du social-libéralisme, a décidé de présenter sa candidature à l'élection présidentielle hors parti, estimant que le PS n'était plus un outil utile pour appliquer ce type de politiques. Le Parti socialiste n'est donc pas engagé dans la voie d'un social-libéralisme à la française, ce qui atteste, en fin de compte, la résilience de l'antilibéralisme dans ce parti. Contrairement à ce que disait le vieil Ignaz Auer à Edouard Bernstein, pour pouvoir faire il faut d'abord avoir dit, comme le prouvent Bad Godesberg, la Troisième voie britannique... et Lénine, et, dans le sens inverse, l'échec de François Hollande à avoir préparé son parti au changement de sa politique économique. « Les clarifications doctrinales *a priori* et publiques font toujours plaisir aux intellectuels mais ne sont pas toujours, tant s'en faut, le mode de transformation le plus efficace d'une identité partisane » conclut l'auteur. Il semble que l'absence de clarification n'est pas plus efficace pour y parvenir.